

*Air Canada*

● (1130)

*[Traduction]*

Monsieur le Président, cela fait 51 ans qu'Air Canada est une société d'État. Cinquante-et-un ans! C'est une compagnie sur laquelle tous les Canadiens peuvent compter. Le gouvernement veut s'en débarrasser pour des motifs d'idéologie politique. Air Canada n'a pas reçu de subvention du gouvernement depuis 25 ans.

Il est intéressant de noter qu'un des députés conservateurs qui se plaignent représente les Territoires du Nord-Ouest. S'il y a quelqu'un au Canada qui devrait se rendre compte de l'importance des services aux régions, c'est bien ce député. Nous n'aiderons pas les employés en privatisant Air Canada, car cela a peu d'importance qu'ils deviennent ou non actionnaires. Ils ne pourront pas se faire entendre. En outre, ils ont déjà des parts dans la société, tout comme la population canadienne.

Pourquoi le gouvernement est-il si capricieux? Pourquoi ne veut-il pas nous dire la véritable raison de cette privatisation? Pourquoi a-t-il refusé d'entendre ce que les Canadiens avaient à dire à ce sujet? Il y a eu un jour d'audience, le 22 juin dernier, et il s'est écoulé deux semaines avant que nous entamions l'étape du rapport. Nous aurions fort bien pu entendre d'autres Canadiens, d'autres groupes, sans retarder d'un seul jour l'examen de ce projet de loi. De fait, la porte-parole du Congrès du travail du Canada qui a comparu devant le Comité a indiqué qu'elle s'était renseignée pour savoir pourquoi la période consacrée à l'audition des témoins n'était pas plus longue, et on lui a répondu que le projet de loi devait être adopté au plus tard le 30 juin. Le jour où elle s'est renseignée, nous savions que la Chambre siégerait pendant le mois de juillet. Le comité ne pouvait plus invoquer l'excuse que la Chambre ajournerait ses travaux. C'est dans une atmosphère d'irresponsabilité, de clandestinité et de dérogation que le gouvernement a forcé la population canadienne à se prononcer sur la privatisation de ce bien de grande valeur.

Hier, j'ai mentionné qu'il y aurait une diminution du nombre de vols et que d'autres localités cesseraient d'être desservies par Air Canada. Cette société et d'autres grands transporteurs aériens voudraient se contenter d'assurer la liaison entre les grands centres urbains du Canada, où la demande est forte. Ils ne veulent pas assurer des liaisons entre des villes comme Sydney en Nouvelle-Écosse et St-Jean à Terre-Neuve ou Charlottetown à l'Île-du-Prince-Édouard. Ils seront peut-être symboliquement présents à Halifax, mais ce sera tout.

Il faudra avoir recours à des avions de ligne secondaire, et les gens qui sortiront des hôpitaux devront attendre que chaque avion mette ses moteurs en marche et recule. Les grandes sociétés aériennes veulent diminuer le service au Canada, diminuer le nombre de liaisons au Canada, mais multiplier leurs liaisons internationales. C'est une chose à laquelle elles tiennent beaucoup.

Elles veulent faire concurrence à d'autres sociétés aériennes internationales. Elles veulent que les Canadiens soient fiers. Elles pensent que les Canadiens seront fiers de voir que leur ancienne société aérienne nationale partira à la conquête des

marchés internationaux. Comment un Canadien peut-il ressentir de la fierté quand sa propre société aérienne le rejette? Les liaisons aériennes au Canada seront moins nombreuses. Pourquoi serions-nous fiers de l'augmentation des vols internationaux si le nombre de liaisons intérieures diminue? On ne nous offrira pas le même service et Air Canada ne le nie pas.

J'ai fait allusion hier à ce qui s'était passé en Grande-Bretagne. On a privatisé la British Airways qui a ensuite acheté la British Caledonian. Il n'existe plus qu'une société aérienne en Grande-Bretagne. La déréglementation s'impose peut-être quand on risque de perdre des services. Les choses ne peuvent qu'empirer si la privatisation s'ajoute à la déréglementation. Air Canada n'aurait plus à se conformer à certaines normes, ce qui signifie que la qualité des services de toutes les sociétés aériennes en souffrirait.

C'est le public canadien, pour ne rien dire des employés d'Air Canada, qui sera lésé s'il n'y a plus qu'une société aérienne au Canada. En préparation de sa privatisation, la British Airways a congédié 23 000 employés. Comment établir la valeur d'Air Canada? Nous nous engageons dans la voie de la privatisation pour deux raisons: premièrement, parce que cela reflète l'idéologie de ce gouvernement et deuxièmement, parce qu'il nous faut trouver l'argent pour acheter de nouveaux avions.

Comment établira-t-on la valeur d'Air Canada? Personne ne nous l'a dit. Nous ne savons toujours pas comment on établira la valeur de cette ressource nationale précieuse. Est-ce que cette Chambre donnera carte blanche à un syndicat de vente et se fiera à son évaluation? Le Parlement donnera-t-il à un syndicat de vente le droit d'établir la valeur d'Air Canada sans d'abord étudier la question? C'est invraisemblable, particulièrement compte tenu des modifications qui ont été apportées en 1984 à la Loi sur l'administration financière.

En vertu de ces modifications, le Parlement devrait avoir l'occasion de revoir cet aspect essentiel de la privatisation de notre société aérienne nationale. On ne nous a rien dit là-dessus. Non seulement cela, le gouvernement et Air Canada ont tous deux retenu les services de spécialistes pour les conseiller sur la façon de procéder à la privatisation. Il sera difficile d'en arriver à un prix équitable. Il semblerait que le gouvernement et Air Canada ne savent pas plus l'un que l'autre comment y parvenir. C'est encore le public canadien qui en sortira perdant.

Comment le public canadien devrait-il être traité? Premièrement, il ne devrait pas être traité avec indifférence par ce gouvernement qui cherche à privatiser Air Canada à toute vapeur. C'est exactement ce qui se passe. Le gouvernement veut éviter que le public se mêle du processus de la privatisation. Voilà pourquoi il cherche à faire adopter ce projet de loi aussi vite. Voilà pourquoi on a prévu qu'une seule journée d'audience, ce qui ne permettra pas aux habitants des régions de se faire entendre. Air Canada n'est pas seulement un service, c'est l'un des fondements du Canada. La Société a joué un rôle dans la consolidation du pays et a favorisé le bilinguisme. Elle existe depuis 51 ans.